

DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Descriptif : panorama des principales ressources pour le droit de l'environnement en France, en Europe, dans le monde.

- Le droit de l'environnement est un droit très vaste dont les contours sont parfois difficiles à définir et mouvants.
- L'article L. 124-2 du chapitre IV du titre II du livre Ier du Code de l'environnement, considère « comme information relative à l'environnement au sens du présent chapitre toute information disponible, quel qu'en soit le support, concernant :
 - 1° L'état des éléments de l'environnement, notamment l'air, l'atmosphère, l'eau, le sol, les terres, les paysages, les sites naturels, les zones côtières ou marines et la diversité biologique, ainsi que les interactions entre ces éléments ;
 - 2° Les décisions, les activités et les facteurs, notamment les substances, l'énergie, le bruit, les rayonnements, les déchets, les émissions, les déversements et autres rejets, susceptibles d'avoir des incidences sur l'état des éléments visés au 1°, ainsi que les décisions et les activités destinées à protéger ces éléments ;
 - 3° L'état de la santé humaine, la sécurité et les conditions de vie des personnes, les constructions et le patrimoine culturel, dans la mesure où ils sont ou peuvent être altérés par des éléments de l'environnement, des décisions, des activités ou des facteurs mentionnés ci-dessus ;
 - 4° Les analyses des coûts et avantages ainsi que les hypothèses économiques utilisées dans le cadre des décisions et activités visées au 2° ;
 - 5° Les rapports établis par les autorités publiques ou pour leur compte sur l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'environnement.»
- Outre des dispositions qui lui sont propres, le droit de l'environnement peut donc mettre en œuvre des dispositions ressortissant à tous les autres domaines du droit : privé, public, pénal, international...
- Beaucoup d'activités juridiques pouvant présenter une dimension environnementale, le juriste en droit de l'environnement sera donc amené à utiliser de nombreuses ressources juridiques non spécifiquement dédiées au droit de l'environnement.

PLAN DE L'ARTICLE

1. Droit de l'environnement : France

- 1.1.Centres, équipes, unités... de recherches
- 1.2.Organismes officiels et juridictions
- 1.3.Catalogues de bibliothèques françaises
- 1.4.Bases de données [gratuites et payantes]
- 1.5.Revues en droit de l'environnement

2. Droit européen de l'environnement

3. Droit étranger et international de l'environnement

- 3.1.Sites officiels
- 3.2.Sites non officiels

4. Blogs juridiques et autres sites utiles

1. Droit de l'environnement : France

1.1 Centres, équipes, unités... de recherches

Les structures de recherche spécialisées en droit de l'environnement sont nombreuses. On citera, par exemple :

- [Centre de recherches Interdisciplinaires en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme](#) (CRIDEAU – Université de Limoges) : sur le site, liste de thèses, de colloques...

Le CRIDEAU publie aux Presses universitaires de Limoges (Pulim), *Les Cahiers du CRIDEAU*.

- [Institut de Droit de l'Environnement \(IDE\)](#) (IDE – Université Lyon III Jean Moulin).

- [Institut du Droit de l'Environnement et du Développement Durable](#) (IDEDD – Université Aix-Marseille), nommé

jusqu'à l'automne 2014 [**Institut Pluridisciplinaire de l'Eau et de l'Environnement**](#) (IPPE).

■ [**UMR 7363 SAGE \(Sociétés, Acteurs, Gouvernement en Europe\)**](#) Axe 2 - Environnement, santé, sciences et société, anciennement Centre de droit de l'environnement de Strasbourg.

■ [**SERDEAUT**](#) (Sorbonne Etude et Recherche en Droit de l'environnement, de l'Aménagement, de l'Urbanisme et du Tourisme). Département de l'IRJS (Institut de Recherche Juridique de la Sorbonne - Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne).

■ [**SFDE**](#) (Société Française pour le Droit de l'Environnement) La SFDE est l'éditeur de la *Revue Juridique de l'Environnement* - RJE.

Nota : De nombreux regroupements ont été réalisés, depuis quelques années, entre structures de recherche. Des équipes de recherche spécifiquement dédiées au droit de l'environnement ont donc pu se fondre au sein d'axes de recherches, consacrés en tout ou partie au droit de l'environnement, au sein d'entités de recherche pluridisciplinaires.

Le moteur de recherche scanR permet d'explorer le paysage de la recherche et de l'innovation en France. ScanR décrit et relie entreprises et laboratoires de recherche, auteurs de travaux de recherche (thèses, publications, brevets) et financements publics.

En 2025, presque 4000 entités décrites dans scanR répondaient à la requête "droit de l'environnement".

1.2 Organismes officiels et juridictions

Ministères

■ [**Ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche**](#)

■ [**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire**](#)

Penser à consulter les bulletins officiels des ministères dont le champ de compétence a une dimension environnementale.

Convention citoyenne pour le climat

■ La [**Convention citoyenne pour le climat**](#) réunissait cent cinquante personnes, toutes tirées au sort. Elle avait pour mandat de définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990). L'organisation matérielle était assurée par le Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Autres organismes publics

■ [**ADEME**](#) — Agence de la transition écologique

■ [**ANCT**](#) — Agence nationale de la cohésion des territoires [née de la fusion du Commissariat général à l'égalité des territoires, d'Epareca (Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux) et de l'Agence du numérique]

■ [**ANDRA**](#) — Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs

■ [**ASN**](#) — Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection

■ [**CERDD**](#) — Centre Ressource du Développement Durable [Le Centre Ressource du Développement Durable (Cerdd) dans la région Nord pas de Calais a été créé en 2001 sous statut associatif, avant de devenir Groupement d'Intérêt Public (GIP) en 2006 (publication du décret au Journal Officiel du 17 février 2006). C'est le deuxième GIP Environnement en France]

■ [**CESE**](#) — Conseil économique, social et environnemental

■ [**CIRAD**](#) — Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement [établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), le Cirad est placé sous la double tutelle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères]

■ [**IGEDD — Inspection générale de l'environnement et du développement durable**](#)

■ [**Conservatoire du littoral**](#)

■ [**Fédération des parcs naturels régionaux**](#)

■ [**IFREMER**](#) — Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

■ [**INERIS**](#) — Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques

- **INRAE** — Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement [Issu de la fusion entre l'Inra (Institut national de la recherche agronomique) et l'Irstea (Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture)]
- **OFB** — Office français de la biodiversité [Regroupement de l'Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage]
- **RARE** — Réseau des agences régionales de l'énergie et de l'environnement
- **EAUFRANCE** — Service public d'information sur l'eau

Liste non limitative.

Juridictions

- **Conseil constitutionnel** — Outre la jurisprudence et les rapports du Conseil, on trouvera des documents relatifs à divers aspects du droit de l'environnement. [Recherche « droit de l'environnement » dans le site du Conseil](#).
- **Cour de cassation** — Outre la jurisprudence et les rapports de la Cour, on trouvera de nombreuses conférences relatives à divers aspects du droit de l'environnement. [Recherche du thème Environnement dans l'agenda des événements de la Cour de cassation](#).
- **Conseil d'État** — Outre la jurisprudence et les rapports du Conseil, on trouvera des documents relatifs à divers aspects du droit de l'environnement. [Recherche « droit de l'environnement » dans le site du Conseil](#).

1.3 Catalogues de bibliothèques françaises

- **SUDOC** : le catalogue du Système Universitaire de Documentation est le catalogue collectif français réalisé par les bibliothèques et les centres de documentation de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il comprend plus de 15 millions de notices bibliographiques qui décrivent tous les types de documents. De nombreuses ressources en droit de l'environnement y sont référencées.
- **Bibliothèque Nationale de France** : outre le catalogue général et le site [Gallica, une partie du site de la BNF est consacrée au développement durable](#).
- **Bibliothèque Cujas** : outre son fonds d'ouvrages et de revues riche en droit de l'environnement, la bibliothèque interuniversitaire Cujas propose un [annuaire de sites](#) gratuits, désormais intégré à son catalogue, et qui comprend plusieurs rubriques intéressant le droit de l'environnement.

1.4 Bases de données [gratuites et payantes]

Pour une recherche de législation (codes, règlementations, traités...), jurisprudence et articles de doctrine en matière de droit de l'environnement, les ressources sont très diverses. Voici quelques exemples de bases largement utilisées :

- **Légitrance** [gratuit] : On y trouve le [code de l'environnement](#) en vigueur.
- **Dalloz** : Codes, textes non codifiés, jurisprudence, revues, ouvrages... [sur abonnement]
- **Lexis360Intelligence** : Codes, textes non codifiés, jurisprudence, encyclopédies, notamment *Environnement et Développement durable*, revues, notamment *Énergie - Environnement - Infrastructures et Revue de droit rural*, ainsi que de nombreuses autres ressources contenant des informations en droit de l'environnement (sur abonnement).
- **Lamyline** : plusieurs sources du droit sont disponibles [sur abonnement] :
 - Codes, textes non codifiés, jurisprudence.
 - Revues : notamment *La lettre Lamy de l'Environnement* ; le *Bulletin du droit de l'environnement industriel*. D'autres revues contiennent de la documentation utile au juriste en droit de l'environnement.
 - Ouvrages : notamment les *Lamy Environnement - Les Déchets* ; *Lamy environnement - L'eau* ; *Lamy environnement - Installations classées* ; *Guide du Responsable Hygiène Sécurité et Environnement (HSE)* ; *Le Lamy transition énergétique*. D'autres ouvrages, par exemple, en droit des transports, en droit rural, en droit de la santé... contiennent de la documentation utile au juriste en droit de l'environnement.
- **Elnet** : Veille permanente et dictionnaire permanent "Environnement et nuisances". Codes, textes non codifiés, jurisprudence, revues, annuaire "Réserves naturelles nationales",... [sur abonnement].
- **LegalNews** : onglet *Public* → rubrique *Environnement*. Pour suivre l'actualité juridique dans le domaine [sur abonnement].

abonnement].

Nota : les différentes bases de données juridiques proposent souvent soit des rubriques actualités, soit des newsletters, soit des flux RSS, soit des réseaux sociaux... qui permettent d'assurer un suivi régulier de l'information, par exemple dans le cadre d'une veille.

- Le moteur de recherche [Isidore](#) permet d'interroger simultanément de nombreuses sources telles que, notamment [HAL](#) (Archives en ligne), [HAL theses](#) (anciennement TEL : thèse en ligne), [theses.fr](#), pour découvrir des documents (articles, thèses...) en matière de droit de l'environnement.
- Le ministère de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche propose des bases de données en ligne sur le site du [Service des données et études statistiques](#) (SDES) portant sur cinq thèmes : transports, logement, énergie, environnement et changement climatique. On citera par exemple, la base géographique, [CORINE Land Cover](#) fournissant des références pour 38 états européens.

1.5 Revues en droit de l'environnement

En dehors des grandes revues juridiques qui peuvent toujours comporter des articles concernant le droit de l'environnement, on trouvera des revues spécialisées dans ce domaine, telles que :

- *Énergie — Environnement — Infrastructure* (Éditions LexisNexis).
Suite de la revue *Lettre du Juris-classeur environnement* (Éditions techniques), devenue *La Lettre Juris-classeur de l'environnement : l'actualité française, communautaire & internationale du droit de l'environnement* (Éditions du JurisClasseur), puis revue *Environnement : actualité du droit public, privé et pénal de l'environnement* (Éditions du JurisClasseur), puis revue *Environnement et développement durable* (Éditions LexisNexis JurisClasseur).
Disponible en ligne depuis janvier 2015 via les solutions en ligne LexisNexis [Lexis360Intelligence](#) [selon abonnement, accès payant] (cf. [notice Jurisguide Lexis360Intelligence](#))
- *Droit de l'environnement* (Victoire éditions).
Disponible en ligne depuis avril 2006 sur le site [Factiva](#) [accès payant] (cf. : [notice Jurisguide Factiva](#))
- *Revue juridique de l'environnement* (John Libbey Eurotext).
Disponible en ligne sur trois sites, périodes variables selon les sites, accès en partie gratuit et en partie payant. Pour plus d'informations (cf. : fiche [Jurisguide Revue juridique de l'environnement](#)).
Elle a absorbé en 2010 la *Revue européenne de droit de l'environnement* (REDE), publiée de 1997 à 2009 par les Presses de l'Université de Limoges (PULIM).
- *La lettre Lamy de l'environnement (Lamy)*
Disponible sur le site [LamyLine](#) [accès payant]
- *Bulletin du droit de l'environnement industriel* (Lamy)
Disponible sur le site [LamyLine](#) [accès payant]
- *Bulletin de droit nucléaire / Nuclear Law* — Agence pour l'énergie nucléaire (AEN) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
Disponible en ligne depuis le N°1 de 1968 sur le site
https://www.oecd-nea.org/jcms/pl_77593/bulletin-de-droit-nucleaire-bdn [accès gratuit]
- *Revue de droit rural* (LexisNexis). (cf. : [notice Jurisguide Revue de droit rural](#)).
Disponible en ligne depuis octobre 2004 via les solutions en ligne LexisNexis [Lexis360Intelligence](#) [selon abonnement, accès payant] (cf. [notice Jurisguide Lexis360Intelligence](#)).
- Revue [Sesame](#), de la Mission Agrobiosciences-Inrae. Cette revue prend la suite du *Courrier de l'environnement* [[archives](#)].
- Une [page du site Web de l'université d'Ottawa \(Canada\)](#) propose une liste de revues en droit de l'environnement.

Nota : des revues traitant, dans différents domaines, de l'environnement peuvent aussi comporter ponctuellement des articles soit strictement juridiques soit intéressant le juriste.

2. Droit européen de l'environnement

Les différentes structures de l'Union européenne ont toutes des axes de travail portant sur l'environnement. Une recherche au sein de chacun des sites et sous-sites de l'Union, à commencer par le site [Eur-Lex, portail du droit de](#)

[**l'Union européenne**](#), permettra de trouver de nombreux documents juridiques. On citera, par exemple :

■ [**Agence européenne pour l'environnement**](#) : créée en 1993 et basée à Copenhague, sa mission est d'organiser, de croiser les informations sur l'environnement afin de développer les mesures de protection de l'environnement dans les pays européens et de favoriser l'information du public.

■ [**Bureau Européen de l'Environnement**](#) - BEE

■ [**Commission européenne, Pacte vert pour l'Europe**](#). Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant le règlement (UE) 2018/1999 (loi européenne sur le climat) COM/2020/80 final [[Lien](#)].

■ [**Direction Générale Environnement**](#) (Commission Européenne)

■ [**Europa**](#). On y trouve de très bonnes fiches synthétiques sur les actions et la législation de l'Union européenne par exemple en matière d'[environnement](#) et d'[énergie](#) ([liste des domaines d'actions de l'Union européenne](#)).

■ Un magazine : [**L'Environnement pour les européens**](#) dont la publication s'est arrêtée en 2018.

3. Droit étranger et international de l'environnement

3.1 Sites officiels

■ [**Ecolex**](#) : la source d'informations la plus complète qui existe au niveau mondial en matière de droit de l'environnement. ECOLEX est géré conjointement par la FAO, l'UICN et le PNUE. La recherche peut se faire par législations, traités, jurisprudences ou littérature.

■ [**FAO**](#) (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture)

■ [**OCDE**](#) (Organisation de Coopération et de Développement Économiques)

■ [**Office International de l'Eau**](#) (OIeau), avec un portail d'information et de documentation sur l'eau [**EAUDOC**](#)

■ [**Programmes de la Banque Mondiale**](#) : page sommaire des activités de la Banque Mondiale pour le développement

■ [**Programme des Nations Unies pour l'Environnement**](#) (PNUE)

■ [**Union internationale pour la conservation de la nature**](#) (UICN)

■ [**UNFCCC \(UN Climate Change\)**](#) United Nations Framework Convention on Climate Change.

Ce site contient notamment les pages relatives à la [**Conference of the Parties \(COP\)**](#).

■ On consultera bien évidemment les sites des différentes juridictions supranationales, internationales, régionales... Beaucoup sont susceptibles d'intervenir en droit de l'environnement, par exemple, la [**Cour internationale de Justice** ou le \[**Tribunal international du droit de la mer**\]\(#\).](#)

3.2 Sites non officiels

■ [**Earth Council Alliance**](#) : organisation non-gouvernementale, créée en 1992, pour soutenir les actions de développement durable, favoriser la coopération entre les gouvernements et les acteurs de la protection de l'environnement.

■ [**Globalex**](#) (gratuit) : la base donnée de Globalex répertorie un large nombre de revues, bases de données et sites en relation avec le droit de l'environnement et des guides de recherche spécialement en [**droit international de l'environnement, droit international de l'environnement marin, protocole de Kyoto, droit du développement durable**](#) et traités [**des eaux douces** transfrontalières](#)

■ [**Institut international du développement durable**](#) (IIDD) (gratuit) : la mission de l'IIDD est de favoriser le développement durable dans la prise de décisions à l'intérieur du Canada et sur la scène internationale. Il fournit de nouvelles connaissances et de nouveaux concepts, analyse les politiques, identifie et diffuse l'information sur les meilleures pratiques, démontre comment évaluer les progrès et établit des partenariats afin de mieux faire entendre ces messages.

■ [**Max Planck Encyclopedia of Public International Law \(MPEPIL\)**](#) propose des articles en texte intégral (en anglais). La recherche peut s'effectuer par sujet, auteurs ou ordre alphabétique des articles. (sur abonnement)

■ [**Oxford Reports on International Law**](#) recense les décisions en droit international public dans les différentes juridictions internationales, les tribunaux nationaux et ad hoc. Les décisions sont en texte intégral. Une importante collection de [**jurisprudence en droit international de l'environnement**](#) est disponible et mise à jour régulièrement.

(sur abonnement)

4. Blogs juridiques et autres sites utiles

Pour se repérer dans l'offre gratuite

Blogs

Beaucoup d'annuaires de blogs ont disparus. Les blogs eux-mêmes sont souvent présentés comme une forme d'expression appelée à disparaître. Des avocats, des universitaires, des documentalistes... continuent pourtant d'alimenter des blogs parfois très anciens. En droit de l'environnement, on citera par exemple le [blog de Me Arnaud Gossement](#), le [blog du cabinet GreenLaw Avocats](#), le [blog du cabinet ADDEN Avocats](#)...

Deux annuaires de blogs juridiques :

- [LegaVox.fr](#), la voie du Web juridique, rubrique **Blogs**. Choix possible par grandes thématiques
- [Legal Place](#), [Le Top des blogs d'avocats qui vont vous faire aimer le droit](#)

Autres listes de sites juridiques

- [l'annuaire des sites de la bibliothèque Cujas](#) : désormais intégré à son catalogue, il référence plus de 3200 sites web dans les domaines juridiques et économiques, en français mais aussi en anglais, allemand, italien et espagnol.
- le blog [precisement.org](#) (Emmanuel Bathe)

Les sites d'associations

Les sites d'associations ou de réseaux traitant de questions environnementales peuvent également contenir des informations juridiques ou utiles aux juristes. Informations à analyser en tenant compte bien évidemment de l'engagement militant de ces associations.

Ces associations étant extrêmement nombreuses, généralistes, spécialisées, locales, nationales, internationales..., il est impossible d'en dresser ici la liste. On citera, à titre d'exemple, pour la France :

- [Agir pour l'Environnement](#)
- [Les Amis de la Terre](#)
- [Fondation pour la Nature et l'Homme](#)
- [France Nature Environnement](#)
- [Greenpeace France](#)
- [LPO Ligue de protection des oiseaux](#)
- [Réseau Action Climat France](#)
- [WWF](#)

La [notice Associations de protection de l'environnement](#) du site [Service-Public.fr](#) donne accès à la liste des associations environnementales agréées.

Conditions d'utilisation

Les fiches issues des "Ressources documentaires" et des "Ressources pédagogiques" du Jurisguide sont sous [contrat Creative](#)



Vous êtes libres :

- de reproduire, distribuer et communiquer cette création au public
- de modifier cette création

selon les conditions suivantes :

Paternité

Vous devez citer le nom de l'auteur original de la manière indiquée par l'auteur de l'oeuvre ou le titulaire des droits qui vous confère cette autorisation (mais pas d'une manière qui suggérerait qu'ils vous soutiennent ou approuvent votre utilisation de l'oeuvre).

Pas d'utilisation commerciale

Vous n'avez pas le droit d'utiliser cette création à des fins commerciales.

Partage des conditions à l'identique

Si vous modifiez, transformez ou adaptez cette création, vous n'avez le droit de distribuer la création qui en résulte que sous un contrat identique à celui-ci.

Ce qui précède n'affecte en rien vos droits en tant qu'utilisateur (exceptions au droit d'auteur : copies réservées à l'usage du copiste, courtes citations, parodie...)

Pour la version intégrale du contrat : voir le [code juridique Creative commons](#).